

## Le PLR Renaud Gautier votera pour une caisse maladie publique

Par [Jean-François Mabut](#). Mis à jour le 19.12.2013

«De force, plutôt que de gré», reconnaît l'ancien président PLR du Grand Conseil genevois, qui se démarque de son parti.



Renaud Gautier parlant de son médecin Daniel Dufour: «Tu as appris à t'occuper du malade, à l'écouter, à lui apprendre à s'écouter, surtout. Ainsi seulement peut-on soigner vraiment une maladie... Mais tout cela n'est pas "conforme", pas "standard". Les critères "d'économicité" ne sont pas remplis... Ecouter, c'est vrai, ça prend du temps.»

Image: Guiraud (Archives)

Tu es une victime collatérale d'un système inique qui veut que quelques gratte-papier décident de ce qu'est la "bonne médecine".» Le député libéral-radical genevois Renaud Gautier ne mâche pas ses mots dans [«\*\*Domage collatéral\*\*»](#) un billet de son «Blog à part», qui suscite des réactions dans le landerneau politique genevois. Le libéral y raconte la décision de son médecin, un ancien du CICR qui a rencontré Arafat, Mandela et quelques autres, de ne plus être remboursé par l'assurance

maladie de base, car les assureurs lui reprochent de coûter trop cher. La raison: il consacre trop de temps à ses patients.

Pour Renaud Gautier, cette affaire qui a poussé Daniel Dufour à sortir du système, c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. «Je vais voter pour l'initiative socialiste qui prône la création d'un [système public d'assurance maladie](#)», déclare le député PLR, qui n'hésite pas à qualifier le système d'escroquerie. L'élu, qui avait déjà dénoncé la collusion assureurs avec les partis dans son ouvrage [«Le bal des eunuques»](#) (Slatkine Ed.) sait parfaitement que le monopole a aussi ses défauts. Mais, en l'état, «entre deux maux, il faut choisir le moindre.»

L'initiative socialiste [«Pour une caisse publique d'assurance-maladie»](#) devrait être soumise au vote des Suisses fin septembre ou fin novembre 2014. Elle est la quatrième tentative, après celles, vaines, de 1994, 2003 et 2007, de créer un système de couverture du risque maladie sur le modèle de l'assurance chômage, de l'AVS ou de l'assurance accidents, domaines où la tutelle de l'Etat est beaucoup plus importante que dans celui de la maladie.

Au parlement fédéral, la majorité de droite continue de penser que le système actuel de concurrence entre des caisses maladie privées a fait ses preuves pour gérer un marché de quelque 26 milliards de francs. [Le Conseil fédéral estime qu'un durcissement de la Lamal est suffisant pour éviter les dérives, comme la chasse aux bons risques](#), c'est-à-dire aux jeunes qui paient leur cotisation mais ne tombent pas malades. Pour la gauche, le système actuel avec 61 caisses n'est qu'une «fuite en avant incontrôlable».

### **Médecins genevois sur le grill**

A Genève, 100 à 150 médecins sont sommés chaque année par les assureurs maladie de justifier leurs honoraires, indique Paul-Olivier Vallotton, secrétaire de [l'Association des médecins \(AMG\)](#). Le couperet intervient lorsque la facturation du médecin dépasse de 30% la moyenne des collègues de sa spécialité. «Neuf cas sur dix sont réglés à l'amiable après de longues et épineuses confrontations des données, indique-t-on à l'AMG. Les déconventionnements sont très rares, sauf dans certaines spécialités comme la chirurgie esthétique. C'est la mort pour un médecin généraliste.»

Le Dr Bertrand Buchs, ancien membre du comité de l'AMG, estime que les contrôles sont légitimes, mais qu'ils devraient être le fait d'une instance indépendante des assureurs et des médecins. «Les données des assureurs sont souvent fausses», dénonce le député PDC. «Désormais, grâce à notre centrale fiduciaire romande Ctesias, nous disposons de tableaux de bord, nous permettant des comparaisons fiables», explique encore le rhumatologue très remonté contre le système. Les médecins genevois et les assureurs attendent depuis des années que les tribunaux tranchent leurs différends sur les rémunérations.

### **Les assureurs jeteront 5 millions dans la bataille du non**

Bertrand Buchs se réjouit de la décision publique de son collègue député PLR. A Genève, l'initiative socialiste devrait l'emporter. Il espère sans trop y croire que les Suisses alémaniques voteront dans le même sens. L'AMG, qui sera pilotée dès janvier par Michel Matter, devrait s'engager activement dans la campagne. Un récent sondage, auquel mille praticiens genevois ont répondu, a montré que plus de 60% d'entre eux soutenaient l'étatisation de l'assurance maladie de base.

L'AMG trouvera en face d'elle le lobby des assurances. Ils sont en train de constituer un trésor de guerre. «Entre 4 et 5 millions de francs seront investis dans la campagne contre cette initiative, indique Daniel Habegger de santésuisse. Cet argent provient de différents partenaires, membres individuels et associations, qui souhaitent conserver un système de santé libéral.» Le porte-parole jure qu'«aucune ressource financière en provenance de l'assurance obligatoire des soins (AOS-assurance de base) ne sera utilisée dans la campagne». Il précise encore que c'est le PLR qui mènera la campagne contre l'initiative socialiste et non santésuisse. (TDG)

Créé: 18.12.2013, 16h24